

LE MOUTON LIBÉRÉ



Numéro 0026

Édition du 26 juillet 2019



Sommaire

A la Une :

L'hypocrisie gouvernementale P.2-3

Le Billet de la Gazette P.3

Chronique mensuelle :

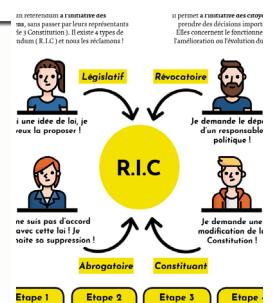
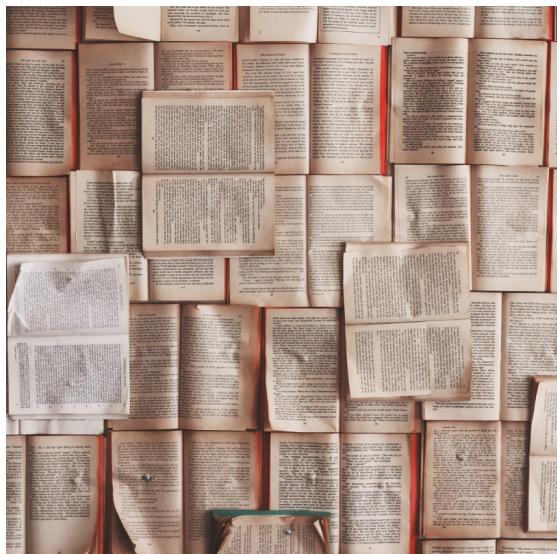
Déboisons la langue de bois P.4-6

Chronique de l'été :

Histoire des Gilets Jaunes P.7-8

Quartier Libre P.9

Pause Café : Pensée (R) Évolutionnaire P.10



WALL TWEET

On parle beaucoup trop du tritium alors que le plus frappant quand on analyse l'eau potable, ce sont les quantités hallucinantes de monoxyde de dihydrogène qu'elle contient.

@OlivierBenis 17:45 - 21 juil. 2019

Matignon cherche 3 milliards, soit le montant exact de l'ISF, pour boucler son budget et propose d'aller les chercher sur l'indemnisation des arrêts maladie et le congé parental
On assume de mieux en mieux l'indécence, chez #LREM
@AiphaneMarcel 11:18 - 26 juil. 2019

L'hypocrisie gouvernementale

Cette semaine, nous avons beaucoup entendu parler de : GRETA ou CETA. Nous allons décortiquer cette équation écologique.



Qui est Greta Thunberg ?

Née le 3 janvier 2003 à Stockholm, c'est une jeune militante suédoise pour le climat.

À l'âge de 15 ans, elle proteste devant le parlement suédois contre l'inaction face au changement climatique malgré l'urgente nécessité d'agir.

Elle initie, en novembre 2018, la Skolstrejk för klimatet (« grève de l'école pour le climat »). Le mouvement se propage dans le monde entier après son discours à la conférence de Katowice de 2018 sur les changements climatiques (COP24).

Il y a autour de cette jeune fille un grand débat sur le fait qu'elle serait manipulée mais nous ne rentrerons pas dans cette propagande et vous laisserons vous renseigner et vous faire votre propre opinion, ce n'est pas le sujet de cet article.

CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement)

C'est un accord commercial bilatéral de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Signé le 30 octobre 2016, seule la partie du CETA qui dépend de la compétence exclusive de l'UE (soit 90 % de l'accord) est entrée en vigueur depuis le 21 septembre 2017.

L'application totale de l'accord ne sera possible qu'après sa ratification - en cours - par les 43 parlements nationaux et régionaux des 28 Etats membres.

Alors que les deux assemblées du Canada l'ont déjà validé dès 2017, actuellement, seuls 13 pays européens sur 28 l'ont approuvé. Il s'agit de l'Au-

triche, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Lettonie, de la Lituanie, de Malte, du Portugal, de la République tchèque, du Royaume-Uni et de la Suède.

Et aujourd'hui un 14e pays : La France.

Que va permettre le CETA exactement

Il réduit drastiquement les barrières tarifaires et non-tarifaires aux échanges commerciaux, mais s'étend également à de nombreux autres aspects liés à l'exportation des biens et des services, ainsi qu'aux possibilités d'investissements des entreprises européennes et canadiennes.

Il doit réduire la quasi-totalité des barrières d'importations, permettre aux entreprises canadiennes et européennes de participer aux marchés publics, de services et d'investissements de l'autre partenaire, et renforcer la coopération entre le Canada et l'UE en termes de normes et de régulation.

En conséquence, le traité favoriserait la compétitivité des entreprises européennes tout en entraînant une baisse de prix pour les consommateurs.

Ce qui ne va pas dans ce traité

Il y a deux grands points qui posent de réels problèmes dans ce traité.

Tout d'abord, l'impact sur l'agriculture des Etats membres. De nombreuses ONG et agriculteurs français arguent que les garanties de protection de l'agriculture locale sont insuffisantes. La crainte d'une remise en cause des modèles agricoles et agroécologiques

au contact du modèle canadien reste vive chez les producteurs européens.

En effet, le Canada n'ayant pas les mêmes normes sanitaires et les mêmes contraintes que les agriculteurs Français, cela pose une vraie problématique, et surtout sur la qualité de la viande qui sera importée.

Par exemple, au Canada les bovins sont nourris avec de la farine animale ou bien encore l'usage des pesticides. Prenons l'exemple de l'atrazine. Cet herbicide, qui présente un risque cancérogène, est interdit au sein de l'UE depuis 2003. Mais les importations peuvent présenter des traces d'atrazine lorsqu'elles viennent de pays où elle est autorisée, comme le Canada, à condition de respecter une limite maximale de résidus de 0,05 mg par kilogramme.

Le second grand point qui ne convient pas est celui du règlement des différends.

Le CETA prévoit qu'en cas de désaccord avec la politique publique menée par un Etat, une multinationale peut porter plainte auprès d'un tribunal spécifique, indépendant des juridictions nationales, contrairement à ce qui est en vigueur actuellement par exemple en France.

En résumé :

- Une hausse de la pollution, fatallement liée à la hausse des importations et des exportations.
- Une difficulté pour les États de légiférer. Face aux droits des investisseurs, les droits des États semblent faibles.
- Une alimentation moins saine. Les importations pourraient

empêcher le développement de la production locale et des circuits courts.

- Un affaiblissement des normes. Les normes canadiennes sont moins contraignantes que celles de l'Union européenne et en particulier celles de la France.

Quel impact sur l'environnement

Le démantèlement des barrières tarifaires va accroître l'exportation des produits des deux côtés de l'Atlantique, stimuler des transports maritimes très polluants.

En encourageant l'agriculture industrielle et donc les émissions agricoles, le Ceta incite à abandonner le piégeage du carbone dans le sol, et donc à aggraver le dérèglement climatique.

L'énergie occupe aussi une place considérable des échanges commerciaux entre le Canada et l'Europe.

Comme le dit Samuel Leré (Responsable Environnement et Mondialisation de l'association La Nature et L'Homme) : "Le Ceta est un accord climatique qui va faciliter les investissements dans les énergies sales, notamment les énergies fossiles non-conventionnelles comme le pétrole bitumineux ou le gaz de schiste."

Greta ou CETA

Greta Thunberg est venue le 23 juillet 2019 à Paris pour une conférence avec les élus ainsi que pour assister au vote du CETA qui se tenait

l'après-midi.

Elle était accompagnée d'autres jeunes militants français pour le climat.

Après un long discours, relativement alarmant, ne contenant principalement que des faits scientifiques et des chiffres, une session de questions/réponses a eu lieu, durant laquelle l'enjeu n'a pas eu l'air d'avoir été compris.

En effet, la majorité a surtout remercier ces jeunes de se mobiliser pour leur avenir, leur demandant (pour certains) des conseils... Comme si l'avenir de notre planète devait reposer sur des adolescents qui n'ont comme pouvoir que leur parole et libre arbitre. A aucun moment, il n'a été question d'acte concret, de prise de conscience de la gravité de la situation.

Nous avons comme toujours encore assisté à une bataille d'opposition, même si dans la forme il y a eu du vrai lorsque le député de la Somme a parlé d'un combat qui sera rude, car si nous voulons changer les choses cela devra se faire dans la lutte (vu notre gouvernement et les lobbys c'est certain que ça sera pas dans la joie et la bonne humeur en toute simplicité).

Mais comme Greta l'a très bien dit en parlant d'elle et les autres jeunes militants : 'Nous ne sommes pas là pour vous apporter des réponses, mais pour vous faire comprendre la gravité de la situation. C'est à VOUS d'agir'. Elle a demandé à plusieurs reprises

de travailler en collaboration avec les scientifiques sur le sujet de l'environnement.

Puis vient la question du CETA : "Mademoiselle Greta devons-nous voter pour le CETA cet après-midi ?" (ce qui fut assez dingue car en gros des élus, des gens qui sont censés connaître un minimum leur travail, attendent qu'une ado de 16 ans leur disent ce qui est bon ou non pour leur peuple.. tel un messie !). La jeune ado n'a pas répondu car comme elle l'a dit elle n'est pas là pour faire de la politique mais pour donner des faits et des chiffres qui parlent de soi (mais apparemment ça n'a pas suffit à la majorité pour faire leur propre conclusion).



Conclusion

Le matin on se donne un genre : "L'environnement c'est important, merci les enfants d'être venus nous le rappeler". Mais l'après-midi on vote pour un traité néfaste à l'environnement, à notre agriculture, au bien de notre pays tout simplement...

Il ne nous reste plus qu'à espérer qu'un des autres pays refusera ce traité afin qu'il ne soit pas ratifié.. ■

Le Billet de la Gazette

Quota quota et encore quota

Dixit notre amie Marlène : "Vous vous rendez compte que 84% des villes de notre pays sont administrées par des hommes ? Crèches, propriété, écoles, attractivité... ça ne peut plus durer, les femmes doivent davantage candidater aux municipales pour rééquilibrer !" Décidément, LAREM n'a que le mot "Quota" à la bouche.. mais quand on voit le résultat de cette politique dite "égalitaire" est-ce vraiment judicieux ? Ne serait-ce pas plus intelligent de mettre simplement des personnes compétentes peu importe leur sexe ?! Sans vouloir vous vexer Marlène vous êtes l'exemple même que quota ne rime pas avec résultat ! (et c'est une femme qui le dit, donc ne sortons pas la carte du machisme..)



Déboisons la langue de bois

Épisode 1 : “La Société Civile”

Depuis environ deux ans, une nouvelle expression a fait son petit bout de chemin dans les rédactions et chez les politiques : “la société civile”.

Utilisée à tour de bras en politique afin de désigner toute personne n’ayant jamais eu de mandat politique, cette formule donne un sentiment de confiance envers les personnes décrites comme faisant partie de ce groupe.

En effet, dans ce climat et cette époque où les femmes et les hommes politiques sont considérés comme “tous pourris” ou encore “déconnectés de la réalité”, on peut facilement penser que les gens de la Société Civile, issus du vrai monde sont des personnes qui se préoccupent des vrais problèmes de “terrain”.

Si l’expression est aujourd’hui utilisée par à peu près tout le monde en politique, il faut reconnaître qu’elle est revenue en force dans le langage courant grâce à (ou à cause de ?) En Marche. Terme omniprésent dans leurs campagnes présidentielle et législative, la société civile devient l’un des principaux arguments de vente de la machine En Marche. En 2017, plus de la moitié des candidats EM à la législative est labellisée “issus de la société civile” ainsi qu’une dizaine de ministres.

Ce label, censé apporter “un vent frais” dans le vieux monde politique en opposant d’un côté les vieux roublards de la politique parfois corrompus et de l’autre les jeunes citoyens dynamiques et impliqués dans la vie de la cité, pose quelques problèmes sur notre rapport au monde politique en général.

Quelques définitions...

Tout d’abord, en français, il faut rappeler que la “société civile” est un terme juridique qui désigne une société ou une organisation dont l’objet relève du droit et des juridictions civiles. Ainsi, lorsque l’on cherche des informations sur son moteur de recherche favori, il est très probable que l’on soit d’abord inondé d’informations pratiques sur la manière de monter sa société civile immobilière, professionnelle ou d’exploitation agricole.

Les premières définitions..

Pour les premières définitions un peu plus politiques, il faut remonter dans le temps et chercher du côté d’Aristote et de Cicéron. En effet on retrouve chez ce dernier une mention d’une *societas civilis* dans son *Traité de la République* (Livre I, XXXII)

Puisque la loi est le lien de la so-

cieté civile, et que le droit donné par la loi est le même pour tous, il n’y a plus de droits ni de règles dans une société dont les membres ne sont pas égaux. Si l’on ne veut point admettre l’égalité des fortunes, s’il faut avouer que celle des esprits est impossible, au moins doit-on établir l’égalité des droits entre tous les citoyens d’une même république.

Aristote parle lui aussi dès le début de *La Politique* de la société civile en nommant en partie le premier livre “De la Société Civile”. Et c’est dès le premier paragraphe que le philosophe va donner un sens à cette expression :

[...] le plus important de tous les biens doit être l’objet de la plus importante des associations, de celle qui renferme toutes les autres ; et celle-là, on la nomme précisément État et association politique.

On le voit donc, l’une des premières définitions donnée à la société civile a pour but de définir un ensemble de citoyens, et plus précisément l’ensemble des citoyens que composent une république. Cet ensemble de citoyens qu’Aristote nomme État et où Cicéron indique qu’il doit y exister des lois garantissant des droits égaux à tous ses membres, forme la communauté politique, qui est opposée à une communauté domestique qui se limite à une

famille dirigé par son chef.

Un peu plus tard, des philosophes du XVII^e siècle, comme Hobbes et Rousseau, vont ajouter une distinction à la séparation que font Aristote et Cicéron entre communauté politique et communauté domestique en y ajoutant la notion d'état naturel. En effet pour ces deux hommes, la constitution des individus en société est artificielle dans un monde où au naturel "l'Homme est un loup pour l'Homme".

Donc pour résumer l'une des premières définitions que l'on pourrait donner de la Société Civile est la suivante :

La Société Civile est une association politique regroupant l'ensemble des citoyens d'une république dans laquelle les lois garantissent à chacun des droits égaux.

La société civile détachée du monde politique.

Avec les écrits de Bernard Mandeville et Adam Smith au XVIII^e siècle, le concept de société civile va changer drastiquement. En effet la société civile va être vue comme une entité à part de l'État capable de s'autoréguler sans trop le vouloir. Ce qui change

donc, c'est qu'on peut penser la société civile comme une chose autonome vis-à-vis de l'Etat et du monde politique. On peut distinguer d'un côté un monde politique et juridique où l'on écrit la loi (l'Etat) qui s'oppose à un monde social et économique (la société civile).

Ce concept de société civile opposant ces deux mondes va perdurer avec le philosophe Hegel et son œuvre La Philosophie du Droit où la notion de société civile reste séparée du monde politique. Le philosophe allemand va concevoir une société moderne où son séparés trois niveaux : la famille, la société civile et l'Etat. Dans ce monde moderne, les individus poursuivent leurs propres intérêts, et la société civile se dégraderait en état de nature sans le contrôle et les règles de droit de l'Etat.

C'est d'ailleurs dans ce domaine que Karl Marx va définir lui aussi la société civile. Il va affirmer dans l'Idéologie Allemande que la société civile est à la base de toute l'histoire. Ce qu'en-tend Marx ici, c'est que la société civile est un peu le bac à Sable dans lequel chaque État à joué tôt ou tard. La société civile conditionne l'Etat

puisque elle est l'infrastructure de la société.

La société civile aujourd'hui.

Comme l'écrit le docteur en philosophie Michaël Biziou, dans la revue Cités.

Le thème de l'opposition entre la société civile et l'État est présent dans le discours de la droite inspirée par le libéralisme économique : la société civile est alors décrite comme composée d'acteurs économiques dont l'État étouffe les initiatives et contrôle arbitrairement les négociations.

Et ce n'est pas pour rien que ce concept de société civile se retrouve généralement dans la bouche de personnalités politiques comme Emmanuel Macron (et l'entiereté de son gouvernement) ou encore celle de Jean Pierre Rafarin. En 2003 déjà ce dernier viendra introduire dans son gouvernement quatre personnes issues de la société civile. En 2017, c'est la moitié du gouvernement qui a sa jolie étiquette "Société Civile".

Mais le concept de société civile se retrouve aussi de l'autre côté de l'échiquier politique, à gauche, où le terme est surtout utilisé pour désigner des ONG et les associations qui se concentrent sur la réalisation d'actions de "terrain". Ces organisations qui, selon Michaël Biziou, feraient un travail beaucoup plus efficace que l'Etat, s'opposent surtout au monde du libéralisme et de la mondialisation où ils considèrent que les États ont abandonnés leurs rôles politique et se sont soumis aux lois de l'Économie.

Aujourd'hui, nous avons donc deux définitions qui semblent co-exister. Ces deux définitions font la distinction entre un monde politique et un monde social et économique. Mais à droite de l'échiquier politique, cette distinction permet de critiquer l'Etat qui ne ferait qu'entraver les actions et la vie de la société civile. À gauche, on critique aussi l'Etat, mais pour son inaction et sa soumission au marché libéral.



Et lexicalement, ça veut dire quoi société civile ?

Prenons l'expression et analysons chacun de ses termes.

Tout d'abord nous avons le mot société. Comme le montre la page de définition de ce mot sur le site du CNRTL, le terme société à plusieurs définitions. En plus de caractériser un "milieu dans lequel se développent la culture et la civilisation", le mot peut désigner une "communauté organisée d'individus conçue comme une réalité distincte de l'ensemble des individus qui la composent".

En gros, la société pourrait être un objet, une entité représentant un ensemble d'individu. La société française représenterait donc l'ensemble des personnes françaises.

Nous avons ensuite le mot civil. Sur le dictionnaire du CNRTL nous avons la définition suivante : "Qui concerne les individus en tant que membres de la société organisée en État, et leurs rapports mutuels; qui concerne le citoyen ou un ensemble de citoyens.".

Le linguiste Bernard Cerquigni

nous rappelle aussi que civil peut désigner un sous ensemble des citoyens, où par exemple dans le domaine militaire ou religieux on fait l'opposition entre ces derniers et les civils. Cependant, utiliser le mot civil dans ce sens ne serait valable que si l'on se situe d'un point de vue militaire ou ecclésiastique.

En reformant donc l'expression société civile avec les définitions que nous avons vu, l'une des définitions lexicales que l'on peut donner à cette expression est : Communauté organisé de l'ensemble des citoyens d'un État.

Alors, qu'est ce que l'on doit entendre par "société civile" ?

Doit-on continuer d'associer le concept de société civile à la séparation entre le monde politique et le reste des citoyens ? Cette distinction serait absurde du fait même que le citoyen est un être politique par définition.

Cette utilisation du terme société civile par certains partis politiques

(surtout ceux de la droite libérale) est surtout une utilisation à visée électorale, pour mieux séduire les personnes déçues des générations précédentes de femmes et hommes politiques de tout bord.

D'ailleurs, les personnes politiques présentée comme "issues de la société civile" ne sont pas aussi forcément aussi honnêtes que l'on veut nous le présenter. On peut parler par exemple de Murielle Pénicaud, actuelle Ministre du Travail, qui avant de prendre ses fonctions était directrice générale des ressources humaines chez Danone. Elle a gagné en 2013 1,3 millions d'euros en revendant ses stocks-options alors que dans le même temps, le groupe Danone annonçait une suppression de 900 postes en France.

L'utilisation faite par les partis et les associations de gauche n'est pas satisfaisante non plus, car cette utilisation est également à visée électorale. En effet, la société civile est aussi distingué de L'État en général pour désigner les associations, et les ONG qui luttent de manière générale contre la mondialisation libérale.

Nous reste alors la définition "retour à la source". Celle qui reprend les pensées d'Aristote, Cicéron, Rousseau et Hobbes. Celle qui indique qu'Emmanuel Macron et son gouvernement, Anne-Sophie Lapix, Jean-Jacques Goldman et Marion Cotillard, vous ou moi font partie de la société civile, c'est à dire l'ensemble des citoyens qui composent l'État Français.

Dans ce pays qui se veut démocratique, les membre du Gouvernement ou du Parlement n'ont pas le monopole de la chose publique. C'est la société civile toute entière qui doit être politique, et gérer la vie de la cité. ■

Hier c'était ATB, les autoroutes, la poste, EDF...
Et demain, ce sera quoi ?
Nos écoles, nos hôpitaux ?

**NOUS SIGNONS.
ET VOUS ?**

<https://referendum.interieur.gouv.fr>



Histoire des Gilets Jaunes



Le Gilet jaune

A la base simple vêtement à haute visibilité rendu obligatoire pour les automobilistes depuis le 1er octobre 2008, il est devenu le 17 novembre 2018 le symbole d'une colère grandissante au sein du peuple français.

Un appel est lancé ce samedi d'automne à manifester contre l'augmentation du prix du carburant. Un succès tel que l'action sera reconduite le dimanche.

Mais ça ne s'arrête pas là, car cet appel sera le début d'un ras-le-bol social général, et d'un long combat du peuple contre l'oligarchie.

Le début

- Mai 2018 : une pétition contre la hausse du prix du carburant et lancée par Priscillia Ludosky (pétition qui dépassera le million à la fin de l'année)
- Octobre 2018, deux chauffeurs routiers de Seine-et-Marne, Éric Drouet et Bruno Lefevre, lancent sur Facebook un appel au « blocage national contre la hausse du carburant » le 17 novembre 2018 (appel qui sera repris par plusieurs personnes dont Jacline Mouraud).



Les ronds-points

Tandis que certains préfèrent manifester dans les grandes villes le samedi, d'autres s'installent sur les ronds-points, et de véritables liens se créent. Peu importe leur origine, leur idéologie politique tous se retrouvent autour d'un sujet commun : pouvoir vivre dans de bonnes conditions.

Novembre

- 17/11/18 : Acte I (400 blessés, près de 300 interpellations, 150 placements en garde à vue et 1 décès - une retraité percutée par une automobiliste lors d'un blocage)
- 18/11/18 : E.Philippe dit vouloir tenir leur cap.
- 19/11/18 : second décès (un motard de 37 ans est percuté par une camionnette qui manœuvrait pour éviter un barrage de «gilets jaunes».)
- 20/11/18 : C. Castaner instaure le couvre feu à la Réunion.
- 24/11/18 : Acte II (une vingtaine de blessés, plus de 600 personnes placées en garde à vue).
- 27/11/18 : E. Macron annonce vouloir adapter la fiscalité des carburants aux fluctuations de prix. F. DeRugy reçoit P. Ludosky et E. Drouet qui n'ont convaincu appel à nouveau à manifester.
- 28/11/18 : La ministre des Outre-mer fait le déplacement pour tenter d'apaiser la situation à la Réunion, sans succès.
- 29/11/18 : E.Philippe reçoit un gilet jaune à Matignon (Patrick de Perglas)
- 30/11/18 : E.Philippe doit recevoir deux gilets jaunes, mais devant le refus du premier ministre d'accepter que cet entretien soit filmé l'un des deux invités s'en va.

8 | Chronique de l'été (Suite et fin)

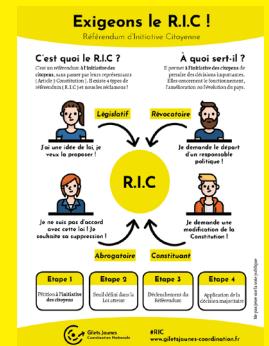
Décembre

- 01/12/18 : Acte III (près de 600 blessés, et 400 gardes à vue, 3e décès - un automobiliste meurt en s'encastrant dans un camion arrêté à un barrage)
- 02/12/18 : Réunion de crise à l'Elysée suite aux pénuries de carburant. 4e décès - une femme de 80 ans décède des suites de ses blessures causées par un tir de lacrymo lorsqu'elle fermait ses volets.
- 03/12/18 : E. Philippe reçoit les chefs de partis politiques. Et un mouvement lycéen bloque plus de 188 lycées sur tout le territoire.
- 04/12/18 : E. Philippe annonce la suspension pour six mois de la hausse de la fiscalité sur les carburants et du durcissement du contrôle technique automobile, ainsi qu'un gel des tarifs du gaz et de l'électricité «durant l'hiver». Jugé insuffisant cela n'appaise pas la contestation sociale.
- 05/12/18 : E. Macron annonce la suppression de la hausse des taxes sur le carburant pour l'année 2019 et il précise qu'il ne reviendra pas sur l'ISE.
- 06/12/18 : Une interpellation de lycéens à Mantes-la-Jolie devient le symbole des violences policières (lycéens à genoux les mains derrière la tête).
- 07/12/18 : Suite à la diffusion de la vidéo de l'arrestation des jeunes de Mantes-la-Jolie, près de 400 établissements sont perturbés dans toute la France, dont 84 complètement bloqués.
- 08/12/18 : Acte IV (1700 placées en garde à vue, près de 300 blessés, deux éborgnés et une main arrachée).
- 10/12/18 : Annonce d'E. Macron : une augmentation de 100 euros pour les salariés au smic, une prime de fin d'année défiscalisée au bon vouloir des patrons, la re-défiscalisation des heures supplémentaires, la suppression de la hausse de la CSG pour les retraités touchant moins de 2 000 euros de pension... Toujours insuffisant.. 5e décès Une jeune femme est tuée lors d'un accident automobile probablement lié au ralentissement en amont du barrage filtrant des «gilets jaunes».
- 12/12/18 : 6e décès un gilet jaune est tué après avoir été percuté par un poids lourd à un rond-point.

- 13/12/18 : Suite à l'attentat de Strasbourg, le gouvernement appelle les gilets jaunes à ne pas manifester le samedi.
- 14/12/18 : E. Macron déclare à Bruxelles que la France a «besoin de calme, d'ordre et de retrouver un fonctionnement normal». 7e et 8e décès du à des accidents routiers près des axes de blocage.
- 15/12/18 : Acte V (une demande émerge de plus en plus : la création du RIC, le référendum d'initiative citoyenne).
- 20/12/18 : 8e décès un gilet jaune de 61 ans meurt renversé par un poids lourd lors d'un rassemblement à hauteur d'un rond-point.
- 21/12/18 : 9e décès un homme de 36 ans percuté sur une départementale un camion arrêté dans une file de plusieurs véhicules, en raison d'un blocage de gilets jaunes.
- 22/12/18 : Acte VI (à trois jours de Noël, le gouvernement se réjouit d'une baisse de mobilisation, et espère la fin du mouvement social).
- 29/12/18 : Acte VII (Acte VII : tournée des médias parisiens, un journaliste blessé par un tir de LBD à Bordeaux).
- 31/12/18 : Les voeux de fin d'année d'E. Macron ravive la flamme de la colère.

Petites anecdotes sur votre gazette

- La première édition de votre gazette est sortie le 21 Décembre 2018, elle portait alors le nom de : "Gazette des Gilets Jaunes" et avait été lancé par l'équipe communication de la coordination nationale des GJ (CNGJ) afin de lutter contre la désinformation. Le 2 février 2019, une partie de l'équipe pris son indépendance, afin de pouvoir continuer son travail en toute liberté, et donnera à leur gazette un nouveau nom : "Le mouton libéré".



- Le tract : "Exigeons le R.I.C" a été créé par deux de vos chroniqueurs sous le tag de la CNGJ.



Quartier Libre

Bonjour,

Suite au tweet d'Arya, je vous envoie donc (faute de mot doux ou d'un poème lol) un mail de remerciement à toute l'équipe du mouton libéré !

C'est aussi l'occasion pour moi de pouvoir aussi remercier cette semaine, ceux et celles qui ne sont pas sur tweeter car j'ai pour habitude d'y mettre mes remerciements uniquement là... (à moins qu'Arya vous passe le message) :p

Vous faites vraiment du très bon travail, et je n'ai aucun doute sur le fait que vous allez continuer comme ça ;)

#VpourVivre #VpourVérité #VpourValeurs
@Mouvement_V !

Bon courage et surtout prenez tous bien soin de vous ;-)

Thybauld



L'UNION

L' *avenir au bout des doigts.*

*Sur les routes de France il y a la vie
Qui se relève partout à la fois.
D'une ville à l'autre, se tend une main amie*

Qui vient rétablir la valeur des mots
*Travailler,
Vivre,
Aimer
Ne plus souffrir.*

Toi, l'ami
Du jaune Soleil tu enfileras
*Pour combattre l'injustice,
Pour ta famille tu marcheras,
Pour un ami tu voudras la justice.*

Vers l'avenir meilleur tu t'engageras
À mes côtés, nous avancerons ensemble.
*Pour nos blessés tu chanteras
Et je créerais l'écho qui rassemble.*

Marianne.

Pour nous écrire

Cette section est là votre ! Vous souhaitez partager un poème, un texte ou un chant, lancer un appel, une lettre d'amour ou exprimer à voix haute votre pensée ? N'attendez plus !

Contactez nous sur la page Facebook de la Gazette (@GazetteLeMoutonLibere), ou via l'adresse mail suivante : presse@aurismedia.fr !



Billet du jour

Par Damien Marrat

Les élus ont prouvé cette semaine, une fois de plus, qu'ils n'étaient pas les dignes représentants du peuple. La majorité des députés a signé en faveur d'accords internationaux de la même veine que ceux qui détruisent déjà notre pays, et même le monde. Ce crime de grande ampleur est lié à la fameuse maladie de notre société : le capitalisme fou, sans limite ni frontière. A force de courir après l'argent, on en oublie les gens, ainsi que l'ensemble de la vie sur Terre.

Comme certaines et certains le savent déjà sûrement, l'argent est un sujet qui revient souvent dans mes écrits. Je suis terrifié par l'importance qu'il a pris dans le cœur des Hommes. La richesse est majoritairement un héritage, même si parfois il est possible de connaître une ascension en partant de rien... C'est précisément cette légende populaire qui obsède l'humanité. Tout le monde cherche l'idée qui le mènera à la gloire, ou plutôt à une accumulation indécente de possessions personnelles.

Alors que nous devrions réfléchir à comment mieux vivre, tout simplement, sans détruire ni écraser qui que ce soit, nous nous acharnons à trouver le moyen le plus rapide d'accéder à l'opulence individuelle, quitte à écraser ou exploiter d'autres personnes pour ce faire. J'ai honte de mon espèce, de l'absurdité de ma civilisation. J'ai honte du temps que nous perdons, précieux et irrécupérable, à nous battre, à ne rien faire d'utile, au profit d'une poignée de fous plus riches que des nations entières.

Se révolter ne sert à rien sans véritable rapport de force, seul élément susceptible de mener à une victoire. Or, les armes du peuple sont bien peu nombreuses aujourd'hui. Les élites se sont évertuées, décennies après décennies, à nous les subtiliser une par une. Il ne nous reste plus que les pavés, ceux-là même que nos ancêtres ont planté dans le sol autrefois pour bâtir la grandeur de leurs villes. Voilà un héritage qui nous appartient, et que nous pouvons concrètement utiliser contre nos oppresseurs.

J'entends déjà les voix tremblotantes des personnes qui se refusent à la violence. Bien sûr que le monde est violent. L'être humain a marqué l'Histoire de par sa violence bien plus que par d'autres traits. Ce n'est pas une fatalité, cependant quel autre moyen avons-nous à disposition désormais? Jouer avec les règles des dominants mène uniquement à deux résultats : soit la défaite, soit la corruption. On ne peut pas compter sur les représentants politiques, car ils finissent toujours par baisser les bras, voire à capituler avec l'ennemi, dans le pire des cas.

La démocratie est violée, trahie, humiliée chaque jour. Et le plus grave, dans tout ça, c'est que certains citoyens se rangent du côté des tyrans en pensant bien faire. Parce qu'ils se sont laissés manipuler, ou qu'ils croient sincèrement qu'ils sont dans le juste. Leur esprit est sous le joug des dieux vivants pour lesquels ils vouent un culte fanatique sans réserve. Le stratagème décrit ici est profondément malfaisant : dresser le peuple contre le peuple. Quoi de mieux que le feu pour combattre le feu?

A mon avis, qui ne vaut d'ailleurs probablement pas grand-chose, nous sommes déjà en guerre contre les élites dominantes. Pour le moment, elles parviennent à le cacher, ou plutôt à maquiller cette opposition pourtant bien réelle. Petit à petit, les citoyens vont commencer à ouvrir les yeux, il le faut. Bientôt, les palais brûleront, et les nouveaux princes avec eux.